

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Afin de vous aider à remplir ce formulaire, un Guide d'accompagnement à l'intention des entreprises est disponible sur le site Web de l'Autorité des marchés publics : www.amp.quebec

Partie 1 – Identification et coordonnées de la demanderesse

1.1 Nom complet et numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Veillez indiquer le nom complet ainsi que le NEQ de l'entreprise qui présente une demande d'autorisation pour contracter/sous-contracter avec un organisme public (la « **demanderesse** ») tel qu'ils figurent au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, veuillez indiquer vos noms et prénoms. Si la demanderesse a un nom français et un nom anglais, veuillez indiquer les deux noms :

Nom de la demanderesse

NEQ (si applicable)

1.2 Langue de correspondance

Français

Anglais

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

1.3 Adresse du siège¹

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Ville		Province/État
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone principal		Télécopieur

1.4 Adresse de correspondance

- Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance :

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Ville		Province/État
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone principal		Télécopieur

¹ Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

1.5 Forme juridique

Veuillez indiquer la forme juridique de la demanderesse (veuillez cocher une seule case) :

Personne morale Société Personne physique exploitant l'entreprise Autre

1.6 Nombre d'actionnaires ou d'associés

Veuillez indiquer le nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés de la demanderesse :

1.7 Nature des activités

Veuillez indiquer la nature des activités de la demanderesse, tel que décrit au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec :

1.8 Numéro d'attestation de Revenu Québec

Veuillez indiquer le numéro d'attestation attribué par Revenu Québec :

1.9 Numéro de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

Veuillez indiquer le numéro de licence attribué par la Régie du bâtiment du Québec :

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

1.10 Autres noms

Au cours des cinq dernières années, la demanderesse a-t-elle ou a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section 2.1?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez indiquer tous les noms se trouvant actuellement à la section « Autres noms » de l'immatriculation au Registraire des entreprises ainsi que tous les autres noms sous lesquels la demanderesse a exercé ses activités depuis les cinq dernières années :

Noms actuels :

Noms antérieurs :

Partie 2 – Information sur le contrat (si applicable)

Le numéro de l'appel d'offres :

Le titre de l'appel d'offres :

La valeur estimée du contrat ou du sous-contrat :

La date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise :

Si la demanderesse fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom :

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Partie 3 – Information sur le répondant

L'entreprise qui souhaite conclure un contrat avec un organisme public doit nommer une personne physique qui agit à titre de répondant en vertu de l'article 21.23 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* :

« La demande d'autorisation doit être présentée à l'Autorité par la personne physique qui exploite une entreprise individuelle, par un administrateur ou par un dirigeant dans le cas d'une personne morale ou par un associé dans le cas d'une société. Celui qui présente la demande agit à titre de répondant pour l'application du présent chapitre. »

3.1 Identification du répondant

- Monsieur Autre/Préfère ne pas répondre
- Madame

Nom(s)

Prénom(s)

Date de naissance
(jj/mm/aaaa)

3.2 Fonctions du répondant au sein de l'entreprise

Veuillez indiquer la ou les fonctions du répondant au sein de l'entreprise :

- Personne physique exploitant l'entreprise
- Administrateur
- Dirigeant
- Associé

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter
avec un organisme public

3.3 Adresse de résidence du répondant

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	App.
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Ville		Province/État
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Téléphone personnel
<input type="text"/>		
Adresse électronique		

3.4 Adresse de correspondance du répondant

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Ville		Province/État
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone professionnel		Télécopieur

Partie 4 – Déclaration de la demanderesse

Section I – Déclaration

Veillez répondre aux questions suivantes :

1. Au cours des cinq dernières années, la demanderesse a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? Oui Non
Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.
2. Au cours des cinq dernières années, la demanderesse a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires? Oui Non
Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.
3. Au cours des cinq dernières années, la demanderesse a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? Oui Non
Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.
4. Au cours des deux dernières années, la demanderesse a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*? Oui Non
Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

Contrats publics
Autorisation de contracter/sous-contracter
avec un organisme public

5. Au cours des deux années précédentes, la demanderesse a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)?
- Oui Non

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

6. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'AMP pour la présente demande?
- Oui Non

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter
avec un organisme public

Section II – Information sur les infractions

Si vous avez répondu « oui » aux questions 1, 2 et/ou 3 de la *Section 1 – Déclaration* du présent formulaire, veuillez fournir l'information ci-dessous pour chaque infraction :

Article et nom de la loi qui a été enfreinte :

Numéro de dossier de cour :

Détails sur l'infraction (ex : faits et circonstances entourant l'infraction) :

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Section III – Information sur les interdictions en vertu des lois électorales

Si vous avez répondu « oui » à la question 4 de la *Section 1 – Déclaration* du présent formulaire, veuillez fournir l'information ci-dessous pour chaque interdiction de conclure un contrat public :

Détails de la condamnation :

Date d'expiration de l'interdiction de conclure un contrat public :

Un juge a-t-il suspendu cette interdiction? Si oui, veuillez fournir des détails :

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 5 – Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans la Demande d'autorisation sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement la Demande et d'y inscrire les renseignements demandés. Si la demande est incomplète ou que le signataire refuse de fournir les renseignements demandés, la Demande d'autorisation pourrait être rejetée par l'AMP.

Partie 6 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la présente demande.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans la présente demande sont véridiques et complets.

Je reconnais que l'AMP transmet à ses partenaires les renseignements obtenus afin que ceux-ci effectuent les vérifications qu'ils jugent nécessaires pour donner à l'AMP un avis à l'égard de l'entreprise visée par la demande d'autorisation, le tout en application de la LCOP (chapitre C-65.1; 2012, chapitre 25).

Je comprends que toute déclaration fautive ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la LCOP.

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Si l'entreprise procède au retrait de la présente demande, à toute étape du processus, le Secrétariat du Conseil du trésor de même que les organismes publics concernés en seront informés.

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Partie 7 – Consentement additionnel

Pour l'entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités, le consentement suivant est demandé :

Je consens à ce que l'AMP et ses partenaires communiquent hors du Québec les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'informations ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du Règlement, et reçoivent tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 8 – Documents à fournir

Le formulaire « Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public » dûment rempli et signé par le répondant.

Le « Bordereau de paiement » dûment rempli afin d'acquitter les frais exigibles.

Un document officiel confirmant la nomination du répondant à ce titre.

Un organigramme indiquant la structure de l'entreprise et comprenant, s'il y a lieu, le nom des filiales de l'entreprise, le nom de sa société mère ainsi que le nom des filiales de cette société. Veuillez indiquer les liens entre les entreprises.

Les états financiers audités du dernier exercice financier de l'entreprise ou minimalement, un rapport de mission d'examen sur les états financiers du dernier exercice. Un simple avis au lecteur ne sera pas accepté.

Une attestation de Revenu Québec, qui ne doit pas avoir été délivrée plus de 30 jours avant la date du dépôt de la demande, démontrant que l'entreprise n'est pas en défaut d'avoir produit les déclarations et les rapports qu'elle devait produire en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu.

Dans le cas d'une entreprise étrangère, vous devez fournir une attestation fiscale (similaire à celle délivrée par Revenu Québec) ou un document équivalent provenant du pays ou de la province d'origine de l'entreprise.

Le plumitif criminel et pénal de l'entreprise ou tout autre document équivalent, à l'égard de toute entité qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec.

Si des mesures de gouvernance et de contrôle existent au sein de votre entreprise (par exemple, un code d'éthique, un programme de formation, un comité de gouvernance, etc.), veuillez-nous divulguer ces mesures et nous transmettre la documentation s'y rattachant avec la demande d'autorisation.

Contrats publics

Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Partie 9 – Transmission du formulaire

Veillez noter que l'AMP n'accepte pas les bordereaux de paiement par télécopieur. Veuillez faire parvenir ce formulaire, ainsi que les documents requis, par courriel à l'adresse suivante : directionlcp@amp.quebec.

Si le paiement est fait par chèque, veuillez le poster, ainsi que le bordereau de paiement, à l'adresse suivante:

Autorité des marchés publics

525, boul. René-Lévesque Est, 1^{er} étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9

Pour acquitter les frais par carte de crédit, veuillez cocher la case appropriée dans le bordereau et le transmettre avec vos documents. Un agent communiquera avec le répondant désigné par l'entreprise afin d'effectuer le paiement.

Pour toute question liée à ce formulaire, veuillez communiquer avec un agent de notre Centre d'information en composant le 1 888 335-5550.